

La Croissance, c'est fini !

Frédéric Malaval

25 mars 2019

Cet article pose une question. La chute des taux d'intérêts et l'ampleur des réserves financières accumulées par les multinationales et les Etats manifestent-ils que notre monde ne peut plus se 'développer'. La croissance serait-elle terminée ? Dit en d'autres termes issus de l'Ecologie, aurions-nous atteint les limites de l'artificialisation de l'écosphère ?

Des sous, à ne savoir qu'en faire !

Jamais il n'y a eu autant de liquidités disponibles dans l'économie mondiale.

Les grandes entreprises multinationales ne cessent d'accumuler de la trésorerie. Les réserves de cash incluant la trésorerie, les actifs liquides et les investissements de court terme ont grimpé de 44% entre 2008 et 2014. Le chiffre annoncé alors s'élevait à 2.800 milliards de dollars. Et cela ne concerne que moins de 1.000 entreprises, hors banques et établissements financiers. En rajoutant les liquidités dont ces derniers disposent par obligation réglementaire, les chiffres sont proprement ahurissants.

Apple détiendrait environ 258,8 milliards de dollars de liquidités au 31 mars 2018. Par comparaison, les réserves de change de la France oscillent autour de 150 milliards d'euros. Et pourtant, c'est maintenant une des entreprises versant le plus de dividendes à ses actionnaires; environ 12 milliards de dollars par an. La question sur toutes les lèvres est de savoir comment Apple va utiliser tout cet argent.

En effet, cette accumulation sans contrepartie suscite des interrogations. Beaucoup estiment que ces entreprises n'investissent pas suffisamment et les accusent de bloquer la croissance de l'économie mondiale. Elles chercheraient désormais à simplement sécuriser leur épargne. Elles pourraient la redistribuer à leurs actionnaires ou être taxées, mais alors cette épargne se contenterait de changer de possesseur.

Les Etats ne sont en effet pas en reste dans la course à l'épargne. Ainsi, les réserves de change (devises étrangères et or) ont doublé entre 2000 et 2008, passant de 2.000 à 4.000 milliards de dollar américain. Elles auraient atteint 10.000 milliards de dollars \$ en 2012.

La conséquence est qu'au début des années 2000, l'épargne mondiale, c'est-à-dire la partie non affectée à la consommation des revenus créés par l'activité économique, représentait l'équivalent de 22 % du produit intérieur brut (PIB) mondial. En 2008, elle était évaluée à 27 %. Cet accroissement serait dû principalement à l'activité des pays émergents et des pays pétroliers. Les possesseurs de cette épargne ont cherché à sanctuariser ces réserves en la plaçant hors leurs frontières, à l'origine de bulles spéculatives éclatant tôt ou tard.

Malgré les prévisions de chute des experts due à la forte baisse du prix du pétrole et à la récession économique, ces excédents ne cessent de croître. Les pays émergents devraient continuer à accumuler des réserves en devises, lesquelles approchaient déjà les 5.000 milliards de dollars à la fin 2008. Et ils voudront toujours placer ces réserves sur les marchés financiers. Leur montant dépasse, et de très loin, ce à quoi elles servent d'habitude ; être à même, en cas de difficulté d'accès aux marchés financiers, de payer sur leurs propres ressources plusieurs mois d'importations et éventuellement rembourser la dette en devises à court terme du pays, surmonter une crise majeure, etc.

Les causes de cette thésaurisation sont multiples. On pourrait évoquer les fonds de pension toujours à la recherche des placements opportuns. On pourrait aussi évoquer la mondialisation et l'ouverture des frontières créant ce que les économistes qualifient d'asymétries d'information à l'origine de marges phénoménales. Ainsi dans le textile, alors que dans les années 1970-1980 quand la production était locale, une marge de 3 entre l'usine et la boutique était réjouissante, aujourd'hui, ce taux est considéré comme ridicule. Il y aurait d'autres facteurs à l'origine de cette accumulation dont les spécialistes discutent. Ce n'est pas l'objet de ces lignes de les exposer.

Les banques centrales comme les multinationales ne cessent donc d'accumuler des réserves au-delà de ce qu'une saine gestion imposerait. Les justifications à cette situation sont innombrables, parmi celles-ci, la volonté de disposer de liquidités pour surmonter une crise systémique que les plus critiques attribueraient à cette suraccumulation d'épargne. En effet, malgré les rodomontades des 'développistes', l'incertitude règne quant à l'avenir du système financier et des politiques de développement. Après les décennies euphoriques, la croissance mondiale est en panne. Est-ce conjoncturel ou structurel ?

Bien évidemment sur ces chiffres pèsent toutes les incertitudes. Au même titre, qu'il n'est pas bon à la guerre d'afficher la réalité de ses forces, l'activité économique impose beaucoup de discrétion. Beaucoup d'argent doit être caché dans des 'paradis fiscaux'. Mais les chiffres, malgré le halo les entourant, rendent compte d'une réalité incontestable; il n'y a jamais eu autant d'argent disponible dans l'économie mondiale et personne ne sait quoi en faire. Sa sécurisation est maintenant la priorité de tous. Aussi, on place désormais à des taux d'intérêts négatifs.

De l'argent gratuit pour tous...

Dans tous les pays développés, du Japon à la zone euro en passant par la Suisse ou la Suède, le coût du crédit est très bas, créant une situation inconnue jusqu'alors. Des crédits immobiliers se seraient négociés à 1% en France. On raconte même qu'au Danemark des emprunteurs reçoivent une rémunération de leur banque grâce à leur crédit immobilier. Ils avaient emprunté à taux variables indexés sur l'Euribor (le taux auquel les banques se prêtent entre elles). Quand ce dernier est négatif, la banque leur doit de l'argent au titre de leur emprunt. Des Etats réputés fiables, parmi lesquels l'Allemagne et la France, arrivent à emprunter à des taux négatifs sur les courtes durées, créant une dépendance à la dette inquiétante le jour où...

Les explications vont bon train.

Les plus optimistes rappellent que ce n'est pas la première fois que la rémunération de l'argent prêté est négative. Au temps des fortes inflations, cela était courant. L'épargne des plus modestes en souffrait. Ainsi, dans les années 1970, par exemple, le taux du Livret A oscillait autour de 7%, Mais l'inflation, elle, était supérieure à 10%. Donc l'épargne des pauvres s'érodait, malgré des rendements attractifs.

La première cause avancée aujourd'hui est que les acteurs économiques privilégieraient l'épargne à la consommation. La peur de manquer demain hante les esprits. L'offre de crédit devient alors supérieure à la demande. Le prix de l'argent, dans une vision économiste, baisse donc. Simultanément, les Banques centrales, pour soutenir la croissance, ont baissé leurs taux directeurs, inondant le monde de liquidités. Le but est d'inciter les institutions financières à prêter, de pousser les entreprises à investir et d'encourager les ménages à s'endetter pour consommer avec comme espérance,... la Croissance.

Mais, en contre-point à cette espérance, le vieillissement de la population avec comme corollaire le déclin de la croissance de l'offre de travail dans les pays les plus développés créerait une « stagnation séculaire » à l'origine d'une baisse de la demande. Les taux s'effondrent alors. Nos hiérarques ont la solution ; faire venir des jeunes d'ailleurs qui travailleront et consommeront. Là est une des explications à l'encouragement à l'immigration allogène par nos dirigeants. Mais si ce raisonnement était recevable en France au temps des migrations piémontaises, catalanes, voire polonaises, nous verrons plus loin que les déterminismes biosociaux animant ces immigrés allogènes vont amplifier la crise.

Beaucoup s'inquiètent de cette situation à commencer par les petits épargnants à qui avait été vanté le charme de la capitalisation pour préparer leur retraite. Or, maintenant, la capitalisation crée un cercle vicieux. Il faut économiser beaucoup plus qu'hier pour obtenir la même rente. Donc, le taux d'épargne augmente. Pour les banques généralistes, c'est difficile aussi. Leurs marges fondent les obligeant à facturer de plus en plus de services qu'elles offraient auparavant contre la faculté d'user des liquidités qu'on leur confiait.

Des micro-bulles financières apparaissent, aussitôt éclatées. Une autre explication possible est en effet la rareté d'actifs sans risque amenant à spéculer plus qu'à la normale. Mais cette rareté engendrerait aussi une réallocation des portefeuilles en faveur des obligations d'État, plus sûres. Ceux-ci étant en position de force, les émissions se font à taux nuls, voire négatifs. Etc.

Croissance, croissance, croissance, et encore.... croissance

Les désordres et risques créés par cette situation seraient incommensurables et alimentent les débats entre économistes, avec pourtant une certitude s'imposant à tous comme solution: croissance, croissance, croissance, et encore.... croissance. Mais pendant ce temps, l'épargne mondiale augmente et on ne sait pas quoi en faire. Le constat est que le Capital vit une crise organique majeure coïncé qu'il est entre la déflation économique et la chute de ses rendements.

Les plans de relance se succèdent alors, garantissant aux possesseurs de cette épargne des placements financés *in fine* par l'impôt et la planche à billets. Aux USA, sous la présidence de Barack Obama, un plan de relance de 820 milliards de dollars associé à un déficit budgétaire de 11 % du PIB en 2009 avait voulu sortir de cette impasse. La politique de Donald Trump est dans la même veine. Côté Union européenne, idem. La première priorité de la Commission européenne sous la présidence de Jean-Claude Juncker fut de relancer la croissance. En 2015, le plan d'investissement pour l'Europe ajouta plus de 315 milliards d'euros sur trois ans aux investissements déjà prévus. En 2017, 210 milliards d'euros d'investissements nouveaux étaient identifiés. Il est à ce jour prolongé jusqu'à 2020 avec un objectif d'investissement total de 500 milliards d'euros.

Mais ce n'est pas suffisant. Il faut trouver de nouveaux débouchés au Capital. Alors, les services publics sont privatisés ; transports, énergie, industries régaliennes, aujourd'hui ; demain, hôpitaux, écoles, armées, etc. seront transférés dans la sphère privée pour offrir de nouvelles possibilités de placements aux détenteurs de capitaux. Il ne s'agit plus d'orienter les excédents vers l'innovation et le développement, ce qui est l'essence du capitalisme, mais simplement de garantir sa pérennité. Le périmètre d'intervention des Etats régaliens se réduit alors comme peau de chagrin.

Le constat est donc sans appel, malgré un prix de l'argent bas, voire nul, les capitalistes sachant profiter de la mondialisation n'ont jamais eu autant d'argent, ni réalisé des marges aussi phénoménales. Mais ils ne savent désormais plus quoi faire de leurs gains.

Beaucoup ont déjà disserté sur ce phénomène, mais à ma connaissance aucune grille de lecture d'essence écologique n'a été introduite dans ces controverses. L'idée soutenue par les lignes suivantes est que nous sommes confrontés désormais à des facteurs limitants écosystémiques. Malgré un prolétariat instruit dans les pays développés, surabondant et quasi-gratuit ailleurs, un accès facile à l'énergie, la circulation libre des capitaux, des biens et des personnes, etc., le capitalisme se heurte à un facteur limitant insurmontable; les limites à l'artificialisation de l'écosphère. Mais il est nécessaire pour entrevoir cela d'appréhender l'Economie sous le regard de l'Ecologie.

Vision écologique

Pour étayer la thèse exposée par ces lignes, à savoir que la chute du rendement du capital est due aux limites de l'artificialisation de l'écosphère, nous sommes obligés de recourir à l'Ecologie, conçue comme une discipline s'intéressant d'un point de vue macroscopique aux dynamiques mettant en jeu plusieurs entités au sein d'écosystèmes.

L'idée-clé de tout ce qui anime la vision écologique est que l'individu, en lui-même, n'existe pas. Notons d'emblée que cette conception est en contraste avec celle dominant actuellement nos esprits pour lesquels un individualisme matérialiste découplé de ses déterminismes biosociaux est la fin de toute chose.

Nos aïeux voyaient ces choses différemment. Ainsi, Montesquieu dans l'Esprit des lois (1748), envisage les lois humaines comme la conséquence d'adaptation de populations à des milieux différents. Les plus audacieux postulant que c'est le Milieu qui engendre des morphotypes associés à des comportements spécifiques. Il n'est pas possible de vivre de la même façon dans les zones semi-désertiques d'Afrique du Nord ou dans les climats tempérés d'Europe septentrionale.

Dans les pas de Carl von Linné et de Charles de La Condamine, c'est dans cet esprit qu'Alexandre de Humboldt et Aimé Bonpland engagent leur voyage d'étude en Amérique espagnole (1799-1804). Dans les Andes s'imposera la conviction qu'un organisme, quel qu'il soit, est la résultante d'une interaction avec un Milieu bien identifiable. Une de leurs études avait porté sur l'étagement des plantes dans le massif andin selon l'altitude et l'orientation.

Là est le premier enseignement de l'Ecologie ; toute manifestation du vivant est le produit de déterminants naturels s'imposant à lui. D'où alors l'avènement de formes et de comportements adaptés à des déterminants que les écologues qualifient d'espace écologique. Le climat en est une des composantes principales. L'écologue ne s'intéresse pas alors à des individus découplés de leur milieu, l'un et l'autre étant consubstantiels.

Une multitude de savants contribueront à renforcer cette conception. Nous citerons sans exclusive, Ernst Hæckel (1834 - 1919) à qui est attribuée la paternité du mot 'écologie', - discours sur la maison - ; Charles Darwin (1809 - 1882), auparavant, etc. Tous conforteront cette vision d'une inséparabilité entre une entité, quelle qu'elle soit, et son espace écologique de référence. Détruire ce dernier la condamne.

Cherchant à déterminer la pierre angulaire de cette dynamique, dans une seconde étape, l'Ecologie fut alimentée par une vision énergétiste dont la Thermodynamique fut le principal contributeur. Les relations entre entités furent alors, au milieu du XX^{ème} siècle, envisagées comme des transferts d'énergie. L'écosystème fut le terme créé pour désigner l'espace où les entités constitutives échangent cette énergie par la prédation ; on dit des relations trophiques On se mange et ainsi on survit tous. De cette approche émergera l'idée que ces liens, majoritairement violents, participent à la prospérité de tous. Les loups et les cerfs existent dans cette relation. Supprimons les loups et les cerfs dépériront; supprimons les cerfs et les loups dépériront. La vision ultime fut celle associant l'écosystème à une structure dissipative, espace contrastant avec son milieu par la dissipation d'énergie, de matière et d'informations. Les apports de la Thermodynamique du non-équilibre y sont déterminants.

Une troisième étape, en développement, aujourd'hui, conforte les visions précédentes par la sociobiologie et les neurosciences.

L'écosystème apparaît alors comme l'espace où les lignées constitutives optimisent leur perpétuation, sous réserve de changements adaptatifs. Aussi, en Ecologie, maintenant, on ne se préoccupe plus seulement de l'individu ou d'une population en tant que tels, mais aussi des comportements types de ceux-ci. Pour exemple, la réintroduction du bouquetin dans les Pyrénées a généré beaucoup de travaux sur, non pas seulement sur l'adaptation physique des bouquetins allogènes aux territoires de réimplantation, mais aussi sur leurs spécificités comportementales. Il est en effet tout à fait possible d'obtenir des reproductions d'individus transplantés dans un milieu qui n'est pas le leur, mais les mères ne transmettant pas de bons comportements à leur progéniture les condamnent à terme, avec comme conséquence l'échec de la réimplantation.

Cependant, malgré tous ces apports, l'Ecologie reste encore dominée par la conviction que l'on ne peut dissocier un individu du milieu ayant engendré sa lignée. Qu'agir ainsi le condamne à terme. Or, aujourd'hui, nos hiérarques veulent imposer des migrants africains ou venus d'ailleurs dans nos campagnes où l'hiver, rien ne pousse dans le froid et la neige, alors qu'ils méconnaissent cette situation chez eux. La réponse avancée par ces hiérarques est que l'homme n'est pas réductible aux lois de la Nature dont l'Ecologie est l'expression. Il artificialise son milieu pour survivre.

Il y a là l'antagonisme fondamental opposant les écologistes aux 'humanistes'. Les uns et les autres ont paradoxalement raison car l'humain artificialise le milieu naturel pour survivre, surtout à nos latitudes, s'en singularisant ainsi. Cela s'appelle la civilisation dans une perspective vulgaire. Les peuples équatoriens sont par conséquent moins civilisés, car moins 'artificialisés'. Leurs stratégies de survie sont différentes de celles des septentrionaux.

Très vite l'Ecologie s'intéressa à ces milieux artificiels. Ainsi, Paul Duvigneaud (1913-1991) est considéré comme le fondateur de l'Ecologie urbaine, car s'étant intéressé au fonctionnement d'une ferme ardennaise avec les outils de l'Ecologie, puis de l'agglomération bruxelloise. De tout cela émergera la notion d'écosystème artificiel caractérisant la singularité humaine. Mais sur le fond, les principes de fonctionnement des écosystèmes, qu'ils soient naturels ou artificiels, sont strictement les mêmes à la différence qu'Homo industrialis est capable de trouver l'énergie dans des espaces inaccessibles au monde naturel essentiellement construit sur le cycle du carbone et les transferts d'énergie issus du rayonnement solaire par les phénomènes d'oxydo-réduction.

Et pourtant, la nature de cette artificialisation diffèrera selon les déterminismes naturels dans lesquels elle s'inscrit. Aussi, dans une perspective écologique, la fonction de l'économie est d'artificialiser l'écosphère sans laquelle Homo sapiens ne pourrait vivre. Ce phénomène est particulièrement vital aux latitudes septentrionales (60-40ème parallèle) où les déterminants naturels empêchent Homo sapiens d'y prospérer. L'hiver, le froid limite l'accès à la nourriture et oblige à artificialiser les milieux pour survivre. Voilà pourquoi le 'Développement' s'y est déployé depuis des millénaires.

Les Grecs avaient déjà saisi cette particularité de nos contrées. Ainsi, dans la mythologie grecque, Prométhée se voit confier la création de l'Homme et Epiméthée, celle des animaux. Ce dernier donne aux animaux tous les attributs nécessaires et vitaux. Ils auront la force, la rapidité, des poils, des écailles, des ailes, des griffes, l'instinct etc., ne laissant rien à l'homme voué à être inachevé et condamné dans une nature hostile, nu et dépourvu d'attributs. Pour réparer cette bêtise, Prométhée décide de voler le feu et les arts aux Dieux pour les donner aux hommes. Zeus en découvrant le délit, le condamna à être enchaîné éternellement à un rocher où chaque jour l'Aigle du Caucase lui dévore le foie.

Il y a plus de trois mille ans, les Grecs perçurent leur spécificité humaine et prirent acte de la sanction divine pour avoir transgressé l'ordre naturel et la place que l'Homme aurait pu prendre dans la Nature sans l'action délictueuse de Prométhée. Simultanément, de l'autre côté de la Méditerranée, une autre mythologie s'imposait, qui elle encourageait cette transgression. Du judaïsme viendra le christianisme et la Modernité en général, aboutissant au monde d'aujourd'hui se caractérisant par la prééminence humaine sur l'écosphère dont l'artificialisation, c'est-à-dire le recours au feu (pétrole, nucléaire, gaz, etc.) et aux arts (techno-science) pour créer des écosystèmes artificiels dont les mégagglomérations urbaines d'aujourd'hui sont le paroxysme. Les Grecs auront toutefois fourni la techno-science dans ce processus, car la philosophie engendrera la science, elle-même à l'origine de la techno-science, fondement de la société industrielle consumériste.

En trois mille ans, nous sommes donc passés de quelques dizaines de millions d'habitants à près de 10 milliards bientôt. Dans un temps écologique, c'est une explosion. Dans une temporalité géologique, c'est une fugacité. A cet effet, il est toujours surprenant de voir un géologue déployer une chronologie des principales étapes connues de l'histoire de l'écosphère. Une conférence du professeur Robert Vivian avait été particulièrement explicite sur ce point. Pour montrer la brièveté de l'existence humaine sur terre, il avait déployé une échelle chronologique de plusieurs mètres de long dont l'extrémité était bordée par une mince ligne verticale représentant 60.000 années d'existence d'Homo sapiens au sein de laquelle devait s'insérer à son extrémité le temps d'Homo industrialis ; c'est-à-dire rien. Or, c'est pendant ce rien, que l'écosphère a été artificialisée devenant quasiment l'anthroposphère ou dit autrement, l'artispère.

Les racines de ce phénomène ont été disséquées depuis des lustres. Tout a été décrypté ; depuis les religions jusqu'aux conditions d'émergence de telle ou telle technique, en passant par les pratiques sociales, la psychologie des individus et des peuples, etc. Les historiens estiment que l'artificialisation de l'écosphère, appelée par les économistes 'développement', est due à l'accumulation capitaliste. Cela permet des investissements innovateurs, des transferts de main d'œuvre de la chasse vers l'agriculture, l'industrie, les services, grâce aux augmentations de productivité que permettent la techno-science et l'énergie abondante. Nous sommes ainsi passés en quelques milliers d'années du chasseur-cueilleur au financier transnational réalisant ses profits en jouant des asymétries d'informations à partir du Web. L'histoire de ce mouvement qualifié de progrès par ses prosélytes, ou de crise par ses contempteurs, est connue ; point n'est besoin de réécrire à ce sujet. Notons tout simplement que pour un écologue écologiste, l'Economie est ce qui favorise l'artificialisation de l'écosphère, donc la singularisation de l'Homme au regard des déterminismes naturels s'imposant à lui.

Le capitalisme ayant triomphé des autres modèles socio-politiques le concurrençant, aujourd'hui, il envisage sans pudeur de continuer ainsi en transgressant les déterminismes biosociaux à l'origine de nos pratiques sociales et de nos conformations faisant de nous des Homo consumericus, pierre angulaire de nos sociétés.

Le capitalisme, c'est-à-dire un fonctionnement économique fondé sur l'accumulation justifiée par son rôle dans l'artificialisation de l'écosphère est constitutif de la doxa dominante, reléguant dans la catégorie des hurluberlus tous ceux proposant d'autres perspectives. Le stade ultime du bonheur terrestre serait de devenir cet Homo consumericus urbanisé ayant rompu avec tous les déterminismes biosociaux animant ses ancêtres. Les lieux d'épanouissement de cette vie sont ces centres commerciaux climatisés réunissant des individus issus de peuples du monde entier dans cette communion moderne. Mais ce modèle s'essouffle peut-être...

Les capitalistes s'envisagent donc comme les véritables moteurs de la politique faisant de nos sociétés des ploutocraties de fait. Mais ils se retrouvent ainsi à la fois juge et partie, dans la mesure où leur fonction est tout à la fois d'entretenir et de développer leur capital, mais aussi d'arbitrer comme centre de pouvoir avec ceux victimes de leurs ambitions de capitalistes. Or souvent croissance du capital et politique sont antagonistes. Pour éviter toute polémique concernant les rapports entre humains, nous soulignerons que la Nature sans contexte en est une victime à moins qu'elle n'ait la chance d'être source de profit, elle aussi.

Or, c'est ce qui se passe aujourd'hui. La baisse de rentabilité du capital coïncidant avec des niveaux d'accumulation jamais réalisés auparavant les confronte à un dilemme: rester capitaliste ou rester politique, l'un et l'autre se révélant irréconciliables. Visiblement, le choix est fait de continuer à concilier les deux ; d'où des décisions pas toujours en cohérence avec ce qu'une vision politique exigerait sauf à toujours privilégier la rentabilité du capital. Pris sous cet angle s'éclaire des décisions politiques faisant bondir nos concitoyens alors que sous l'angle capitaliste elles sont tout à fait légitimes.

Favorisation du Capital financier au détriment du Capital foncier, privatisations à outrance, délégation à des intérêts privés de services publics de nature régaliennne, etc. Pour beaucoup, l'élection d'Emmanuel Macron, inconnu politiquement il y a quelques années, devenu soudainement Ministre de l'économie, puis Président de la République, est la consécration de la primauté du Capital financier sur d'autres formes d'expression politique. Son élection fut une formalité ; triomphe d'une époustouflante ingénierie politique.

Mais il ne fait que poursuivre de manière plus visible une politique engagée depuis des décennies. Sous cet angle, une multitude de décisions politiques se comprennent.

Le cas de PV pour excès de vitesse sur la route est en ce moment un des sujets sensibles, alors même que leur distribution est maintenant déléguée à des entreprises privées. Chacun aura pu constater, au-delà de la limitation à 80 km/h, la multiplication des panneaux de limitation de vitesse sur les routes. Sur des tronçons très courts, vous accumulez plusieurs limitations vous obligeant à accélérer et ralentir sans cesse en vous concentrant sur ces panneaux au détriment de la réelle prise en compte des dangers que sont les chocs avec d'autres véhicules, des piétons, l'état de la route, etc. Cet excès de signalisation crée de fait des espaces « pévétogènes » vous obligeant à rouler sur des autoroutes à péages. Qui gèrent ces routes payantes maintenant ? Sans doute les mêmes à qui seront bientôt délégués la distribution des PV.

Il ne s'agit pas ici de dénoncer une politique tendant à limiter le nombre de morts et blessés sur les routes. Les résultats sur la sécurité automobile font l'objet de controverses sans fin. Une certitude s'impose toutefois. Cela rapporte beaucoup et ne va sans doute pas cesser. L'alternative est donc de payer au péage ou de payer une amende pour circuler. On pourrait prendre les transports en commun, mais à qui ont-ils été vendus ? La privatisation de la SNCF nous répondra.

Travail et chaleur

Sous un angle plus large, c'est ainsi que s'envisage la politique migratoire, car le Capital a besoin de nouveaux consommateurs pour survivre, L'immigration n'est plus seulement envisagée pour compenser les classes creuses ou fournir un supplément de main d'œuvre, mais pour offrir au Marché les consommateurs de demain et donc soutenir la profitabilité du Capital. Traditionnellement, les classes dirigeantes eurent toujours le souci de disposer d'un peuple selon leurs ambitions. Ainsi, les princes allemands, dont les Prussiens, mirent tout en œuvre pour attirer les huguenots français après la révocation de l'Edit de Nantes (1685). Des villes nouvelles furent construites à cet effet. Ces huguenots apportaient un savoir-faire suscitant l'imagination pour les attirer en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Hollande, en Suède, etc. Leur intégration fut parfaite, Bismarck allant jusqu'à dire qu'ils étaient les meilleurs des Allemands. Auparavant, Turcs et Polonais attirèrent les juifs en délicatesse dans leurs territoires d'origine. Plus proche de nous, les canaques furent chassés de leurs terres ancestrales et remplacés par des asiatiques, plus dociles.

Il est donc dans l'ordre des choses que les classes dirigeantes actuelles, comme hier, engagent des politiques d'immigration conformes à leurs intérêts. Mais, aujourd'hui, les potentialités de l'étranger proche étant épuisées, les nouveaux migrants sont issus de contrées lointaines où il n'y a aucune histoire économique, leurs membres étant encore ancrés dans des pratiques d'agriculture vivrière. Issus majoritairement du monde africain, hier, ces gens étaient qualifiés dédaigneusement de sauvages, puis de sous-développés, etc. Or, maintenant, ils sont forcés de rentrer de plain-pied dans la production et la consommation. Un éclairage écologiste montre que cela n'est pas possible. En effet, travailler et consommer, compte-tenu des déterminismes biosociaux s'imposant à eux, est dangereux.

En effet, ils vivent dans des pays chauds où la température extérieure est souvent proche, voire supérieure, à la température basale de nos organismes. Or, la thermodynamique nous enseigne que pour qu'il y ait travail, il faut une source chaude et une source froide. Ce qui est la situation chez nous l'immense majorité du temps; le corps est à 37 °C, l'air entre 5 et 15°C. Mais pas chez eux. La température moyenne est évaluée à environ 28°C, les épisodes au-dessus de 37 °C étant nombreux. Le travail y est donc impossible dans ces conditions, donc l'artificialisation limitée. Il n'y a ni racisme, ni même racialisme, dans cette évidence, seulement la conséquence du 1^{er} principe de la thermodynamique et une application stricte du cycle de Carnot. Maintenant si la thermodynamique était fautive, on réviserait notre point de vue. Mais cela fait plus de deux siècles qu'elle tient sur ces principes.

Dans cet esprit, il est facile de comprendre les échecs des politiques de développement chez eux et leur marginalisation sociale chez nous. Les gens issus du monde équatorial, c'est-à-dire à la peau sombre, ne doivent pas travailler pour survivre car cela n'est tout simplement pas possible, voire dangereux pour leur survie. Henri Salvador, un artiste afro-caribéen très populaire résumait avec humour (1965) que 'Le travail c'est la santé; rien faire, c'est la conserver...'

Toute personne faisant du vélo sérieusement sait que le corps s'arrête quasiment de fonctionner l'été si vous gravissez une pente en montagne exposée au soleil, le compteur affichant 45 à 50 °C. Les muscles ne fonctionnent plus au-dessus de 40 °C, les capacités du corps à maintenir un différentiel thermique pour favoriser son fonctionnement étant saturées. C'est une donnée insurmontable. L'hyperthermie et la déshydratation pour ceux s'obstinant dans l'effort conduisent à la syncope, au mieux; à la mort, au pire. Donc pour un Equatorien, par rapport à un Septentrional, ne pas travailler, donc ne pas consommer, est la garantie de sa survie.

Or, nos hiérarques au nom de la profitabilité du Capital encouragent ces migrations d'Equatoriens vers les zones septentrionales, les justifiant par leur apport à la société de consommation. Conséquence ; l'immense majorité d'entre eux est marginalisée et condamnée à vivre dans des ghettos sous perfusion sociale ou dans la délinquance, mais pas dans le travail. Leur mémoire génétique contrarie ce forçage comportemental que nos sociétés septentrionales matérialistes leur imposent, car cela est dangereux ; d'où à terme, une crise majeure. Mais ces migrants allogènes installés depuis cinquante ans ne seront pas responsables. Les vrais seront à chercher chez nous et notamment du côté des politiciens inféodés au Capital. Ce dernier, lui, n'est pas non plus accusable. Il est dans son rôle. Le gain est sa boussole. Mais il n'a pas de contre-pouvoir aujourd'hui. Rappelons que nos institutions ont été créées pour équilibrer le pouvoir du seigneur dans son château, pas celui du capitaliste dans sa banque. Dit autrement, nos institutions issues des dernières révolutions ont été créées pour créer un contre-pouvoir au Capital foncier, alors qu'aujourd'hui, le Capital financier n'a aucun contre-pouvoir.

En allant plus loin, on pourrait même envisager que ces néo-consommateurs n'ayant aucune fonction valorisante pour la dynamique de nos écosystèmes artificiels, voire la pénalisant, fassent l'objet de transferts sociaux durables permettant de suppléer leur incapacité à créer en eux-mêmes de la valeur - ajoutée transformée en consommation. Ce seront des consommateurs stériles, mais des consommateurs nécessaires au Capital, car ils imposeront plus de police, de services sociaux, d'écoles, etc. qui à terme seront dans ses mains. Des ponctions financières de plus en plus importantes sur les créateurs de réelle valeur-ajoutée écosystémique financeront tout cela. La hausse de la fiscalité tous azimuts en est la manifestation la plus explicite. La puissance publique aux mains du Capital pourra encore puiser dans cette 'poche profonde', mais pour combien de temps avant l'explosion du modèle.

Nous pourrions multiplier les cas où la politique se fait pour trouver au Capital d'autres sources de revenus que ceux liés aux nécessités et arbitrages du Marché. Tous se caractérisent par une privatisation d'activités dont la politique justifie la mainmise de la puissance publique. Aussi, après avoir délégué la police de la route et les transports en général, il ne serait pas surprenant que demain, la police tout court, voire l'armée ou la justice subissent cette privatisation, laissant à l'Etat un simple rôle d'amortisseur social pour gérer des masses humaines n'ayant aucune fonction écosystémique. Or le fondement de la dynamique écosystémique est l'utilité écosystémique. Quand une composante ne sert à rien, elle est éliminée, sinon, le système rentre en état marginal, puis mute ou disparaît.

Il en fut ainsi à plusieurs reprises dans l'Histoire où la puissance publique dut déléguer à d'autres entités ses prérogatives entraînant in fine sa mort. L'éclatement de l'empire carolingien a ainsi attiré l'attention des historiens car cette politique de délégation de fonctions régaliennes fut à l'origine de la féodalité. L'Empire avait délégué la perception des impôts créant des entités homogènes – les marches et les comtés -, dont l'éclatement en une constellation de fiefs sera l'aboutissement. Mais aujourd'hui, la question se pose en d'autres termes car, sans doute, sommes-nous confrontés à un facteur limitant organique du développement économique, - c'est-à-dire de l'artificialisation de l'écosphère -, par l'entrée dans le modèle industriel consumériste de gens n'ayant aucun intérêt biosocial à le faire.

Alors, que faire ?

L'hypothèse émise par ces lignes est que l'accumulation du capital et la chute des taux d'intérêts manifestent que nous atteignons un facteur organique limitant l'artificialisation de l'écosphère. Hier, les écologistes pensaient que cette limite serait atteinte le jour où les ressources naturelles seraient épuisées. Or, cela ne s'est pas produit à ce jour. En revanche, l'extension du modèle industriel consumériste à l'ensemble de la planète apparaît de plus en plus comme une vue de l'esprit dans la mesure où pour la majorité des gens sur terre cela ne coïncide pas avec leurs déterminismes biosociaux plurimillénaires.

Malgré tous les facteurs réunis selon la théorie capitaliste: technologie, travail humain, ressources naturelles, ouverture des frontières, etc. la croissance est en panne. Quelques artifices économiques donneront peut-être l'illusion que cela est conjoncturel en masquant sa dimension organique. Un forçage croissanciste est peut-être possible, mais il sera illusoire. Aussi, il est nécessaire, par précaution, de penser notre futur en dehors du cadre ploutocratique, aboutissement de la pensée moderne,... désormais obsolète. Prendre en compte nos déterminismes biosociaux et les équilibres avec la Nature dont ils sont consubstantiels est l'issue. L'EcoHumanisme est une voie pour l'entrevoir.

-----fin du texte-----